

L'élevage sous le feu des critiques Comprendre pour agir

Pas une semaine sans qu'une émission, un livre, une vidéo ou une manifestation ne remette en cause l'élevage. Pour comprendre leur signification et là où ces critiques pourraient conduire, les instituts techniques mènent des recherches en partenariat (avec des sociologues, chambres d'agriculture...). L'objectif du projet ACCEPT est d'aider les filières animales françaises à trouver leur voie.

Les remises en cause de l'élevage, après le bien-être des animaux et l'impact sur le milieu naturel, s'étendent à des questions éthiques : quels sont les droits des animaux, nos devoirs à leur égard ? Ce courant trouve sa traduction juridique et politique dans l'évolution du statut de l'animal dans le Code Civil en 2014 et dans la création du Parti Animaliste en 2016.

Les débats sur l'élevage sont largement européens en raison des évolutions comparables des productions, des sociétés et par le lobbying qu'exercent, à Bruxelles, des groupes comme Eurogroup for Animals et European Environmental Board. S'il existe un gradient de préoccupation sociale envers l'élevage avec des débats plus vifs au nord qu'au sud, la France tend à rattraper le nord ces dernières années.

Rallier le public

Pour comprendre le sens et la forme de ces remises en cause, il faut utiliser la notion de controverse. Une controverse est un type particulier de conflit qui implique trois catégories d'acteurs – deux opposants et un public (voir figure). Dans les controverses autour de l'élevage, les deux adversaires sont, pour simplifier, d'un côté, le monde as-

sociatif et, de l'autre côté, le monde agricole. Pour chaque adversaire, il s'agit de rallier à sa cause le public composé de personnes qui peuvent agir et faire valoir un point de vue. Les pouvoirs publics peuvent changer les lois, les distributeurs arrêter de commercialiser un produit... Pour rallier le public à leur cause, les deux opposants échangent des arguments et utilisent différentes stratégies : publiciser ou confiner le débat, contrôler les médias, discréditer l'adversaire...

Mais à plus long terme, pour préserver ses activités, le monde de l'élevage a intérêt à trouver un consensus dans la société sur les quatre grands désaccords : la façon d'élever les animaux, l'impact sur les milieux naturels et sur la santé et le modèle de développement.

Penser les remises en cause de l'élevage en termes de controverses permet d'évaluer son adversaire sous l'angle de sa capacité à se faire entendre et non de la représentativité ou légitimité qu'on veut bien lui accorder. Cela conduit aussi à ne pas se tromper sur les points de désaccords.

Rétablir la confiance nécessite d'améliorer la communication et la transparence, donner la possibilité de voir les animaux dans les bâtiments et d'échanger directement avec

les éleveurs, car ceux-ci jouissent généralement d'une bonne image : présence sur les réseaux sociaux, portes ouvertes... Mais, comme le montre l'expérience d'autres pays, la communication ne suffit pas. Les pratiques doivent progresser pour éliminer les plus contestées et les systèmes évoluer vers plus de diversité.

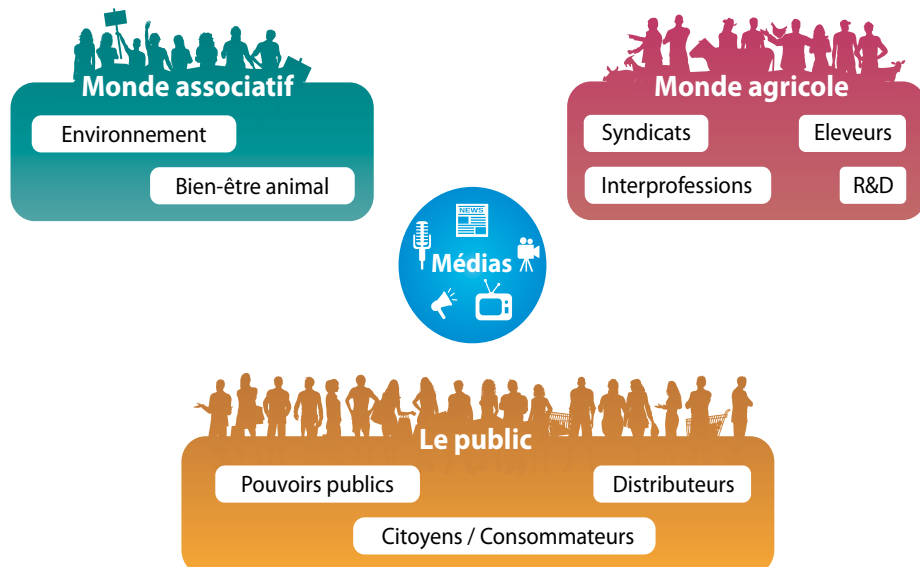
Le prix à payer

Le projet ACCEPT a analysé les nombreuses démarches des filières en France et à l'étranger visant à répondre aux demandes de la société. Il a distingué trois groupes : (1) de communication, par exemple sur l'origine ou la rémunération des éleveurs, répondant à une demande des consommateurs, elles ne modifient pas les pratiques ; (2) de progrès, comme les chartes de bonnes pratiques d'élevage qui visent à introduire des progrès, mais sans rupture ; (3) de rupture, proposant un mode de production significativement différent du standard par un cahier des charges aux exigences nettement supérieures à la réglementation. La rupture peut être nette (production biologique ou fermière) ou progressive (labels à plusieurs niveaux d'exigence). Mais si des évolutions sont nécessaires, il faut les financer par le marché (les prix), l'Etat (aides publiques) ou l'amélioration des performances techniques qui réduit les surcoûts.

Allemagne, Danemark et Pays-Bas ont chacun créé un label bien-être animal pour étiqueter les produits. Il s'agit de répondre aux attentes des consommateurs afin de conserver leurs marchés et en conquérir d'autres et de se préparer à un étiquetage obligatoire des viandes et du lait selon le mode de production en imposant des critères et en prenant de l'avance sur les investissements. La production française doit trouver sa propre voie et ne pas se laisser surprendre par de nouvelles normes imposées par le marché ou la réglementation.

Le projet ACCEPT est financé par le CASDAR et piloté par l'IFIP. Outre IDELE et l'ITAVI, il associe de nombreux partenaires (voir <http://accept.ifip.asso.fr>)

La controverse : un type particulier de conflit, impliquant un public



Source: Ifip d'après projet ACCEPT

Christine Roguet